

USAGERS, CONTRIBUABLES, VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER !

Aujourd'hui, vous vous présentez à un centre des finances publiques pour avoir des renseignements. Or, ce service de proximité est en danger au motif de réduction de la dépense publique (alors que la fraude fiscale est estimée à 100 milliards d'euros par an) ce qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de « désintoxiquer » l'usager du guichet et par la suppression des effectifs. Ce sont encore plus de 2130 emplois qui seront supprimés en 2019 s'ajoutant aux 1690 suppressions de 2018 dans notre administration.

24 nouvelles suppressions d'emplois en 2019 dans le Morbihan

La facture est lourde tant en termes de détérioration du service rendu qu'en termes de conditions de vie au travail des personnels.

Quelles conséquences ?

Pour Vous

Des files d'attente qui s'allongent notamment durant la mise en place du Prélèvement à la source, la campagne Impôt sur le Revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière. Faute de personnel, vous avez des difficultés à nous joindre par téléphone, vous êtes confrontés à une écoute et une disponibilité qui se réduisent. Vous êtes renvoyés sur des centres distants ou on vous demande de prendre un rendez-vous...alors que les difficultés économiques et sociales sont là.

La disparition de trésoreries de proximité et le transfert de services à Vannes réduit l'accès au service public et à l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent pas se déplacer. L'administration veut obliger tous les contribuables à déposer leurs déclarations et à payer par internet. Cela pose de nombreuses questions d'accès, d'assistance, de confidentialité, de sécurité des données personnelles.



Pour Nous

Un accueil toujours très important :

- Plus de 16 millions de personnes à nos guichets
- Plus de 8 millions d'appels téléphoniques
- Des conditions de travail dégradées
- Une pression toujours constante et un sentiment de ne pas aller au fond des dossiers et du conseil.

Plus de 600 trésoreries ont fermé depuis 2002 ! Dans le Morbihan, 16 trésoreries ont fermé depuis 2002 : Rochefort-en-Terre, Le Fauouët, La Trinité-Porhoët, Muzillac, Josselin, Pluvigner, Plouay, Rohan, Belz, Elven, Allaire, La Gacilly, Guer, Guémené-sur-Scorff, Sarzeau et Carnac.

2 trésoreries (Baud et Le Palais) ont été sauvées de justesse grâce à l'action conjuguée des élus, des agents et de leurs représentants syndicaux.

Développement à outrance de l'e-administration : télé-déclaration obligatoire, télé-paiement obligatoire, télé-correction, mise en place du Prélèvement à la source, ainsi que des centres d'appels téléphoniques dépersonnalisés.

Les citoyens ont besoin des agents des services publics dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent et la mise en place du prélèvement à la source qui suscite de nombreuses interrogations.

Présenté comme une simplification, le prélèvement à la source est en fait compliqué et injuste.

C'est pourquoi nous exigeons le maintien des services publics de proximité qui répond à un besoin légitime de nos concitoyens.

ENSEMBLE, DÉFENDONS LE SERVICE PUBLIC !